

HCERES

Haut conseil de l'évaluation de la recherche
et de l'enseignement supérieur

Département d'évaluation des formations



Rapport d'évaluation

Master Géographie

Université de Nice Sophia Antipolis

Campagne d'évaluation 2016-2017 (Vague C)

Rapport publié le 29/06/2017

HCERES

Haut conseil de l'évaluation de la recherche
et de l'enseignement supérieur

Département d'évaluation des formations

Pour le HCERES,¹

Michel Cosnard, président

En vertu du décret n°2014-1365 du 14 novembre 2014,

¹ Le président du HCERES "contresigne les rapports d'évaluation établis par les comités d'experts et signés par leur président." (Article 8, alinéa 5)

Évaluation réalisée en 2016-2017

sur la base d'un dossier déposé le 13 octobre 2016

Champ(s) de formations : Sciences de l'Homme et de la société

Établissement déposant : Université de Nice Sophia Antipolis

Établissement(s) cohabilité(s) : /

Présentation de la formation

La mention de master *Géographie* de l'université de Nice Sophia Antipolis (UNS) est proposée par le département de géographie, aménagement et environnement durables (GAED), initialement rattaché à la faculté Espaces et cultures et qui l'est dorénavant à la faculté des Sciences. Ce master est constitué de deux spécialités *Géoprospective, aménagement et durabilité des territoires* (GEOPRAD) et *Climat, risques, environnement, santé* (CRES). La première année de master (M1) constitue un tronc commun, la spécialisation n'intervenant qu'en deuxième année de master (M2).

La spécialité GEOPRAD est elle-même constituée de deux parcours : *Urbanisme et géomatique* (URBA-GEO), à finalité professionnelle et *Structures et dynamiques spatiales* (SDS) à finalité recherche. La spécialité GEOPRAD tient son originalité des outils de prospectives territoriales qu'il développe, par élaboration de scénarios intégrant des variables liées au changement climatique.

La spécialité CRES, à finalité professionnelle, s'intéresse plus particulièrement au climat, actuel et futur, ainsi qu'aux effets sur la santé des pollutions atmosphériques liées au contexte urbain, aux incendies de forêt, aux problèmes d'érosion. Cette spécialité aborde les questions environnementales sous l'angle de l'air, en développant des approches systémiques. Ceci nécessite à la fois une maîtrise pointue des outils informatiques (systèmes d'informations géographiques - SIG -, modélisation, statistiques), mais également des règles juridiques s'appliquant à l'environnement.

Les titulaires de ce diplôme peuvent exercer comme : chargé d'études/ de mission, en aménagement, urbanisme, gestion environnementale et développement durable dans les collectivités territoriales, les agences d'urbanisme, les bureaux d'études, les organismes publics, mais aussi comme responsable SIG dans les collectivités territoriales ou ingénieurs dans les métiers du géo-marketing.

Analyse

Objectifs

L'objectif de ce master est de former des cadres maîtrisant une vaste palette d'outils innovants et en capacité de mettre en œuvre leur savoir-faire sur les territoires.
 Cette formation s'appuie sur le potentiel du laboratoire de recherche étude des structures, des processus d'adaptation et de changements de l'espace (ESPACE) de l'unité mixte de recherche (UMR 7300), spécialisée dans l'analyse spatiale et les expertises climatiques et en géoprospective.
 Cette formation vise à offrir aux étudiants diplômés de nombreuses perspectives professionnelles dans les collectivités territoriales, les services de l'État, les bureaux d'études, mais aussi dans les entreprises.
 Leurs principaux atouts résident dans leur opérationnalité et leur capacité d'adaptation.

Les thématiques sur lesquelles se positionne ce master, qu'il s'agisse de la spécialité GEOPRAD ou de la spécialité CRES, correspondent à des enjeux de société majeurs et appelés à le devenir encore davantage dans un futur proche. Ceci nécessite à la fois la maîtrise des outils adaptés, mais également la connaissance du droit de l'aménagement et de l'environnement afin de saisir les facteurs agissant sur les complexes systèmes territoriaux. Ce master vise à rendre applicables dans des contextes variés des dispositifs mis en œuvre dans le cadre de la recherche.

Organisation

Le master a une structure en Y avec au M1 une spécialité *Sciences territoriales* formée exclusivement d'un tronc commun au premier semestre (S1). Si le S1 est intégralement mutualisé, les coefficients des unités d'enseignement (UE) changent en fonction de la spécialité choisie. Une partie de ces cours fait en outre l'objet d'une mutualisation avec le M1 *Tourisme*, autre formation proposée par le département de géographie. Le deuxième semestre (S2) est structuré autour d'un stage. Il est à noter qu'afin de permettre une meilleure intégration des étudiants et des transferts de compétences entre ceux-ci, certains cours d'aménagement et d'environnement se déroulent sous la forme d'ateliers pratiques transversaux.

Le tronc commun est réduit au S2 et laisse place à des enseignements de spécialité, mais aussi à un stage et à des ateliers de pratique transversale qui mêlent des étudiants de différentes compétences et niveaux. En M2, existent deux spécialités : la première, GEOPRAD subdivisée en deux parcours, l'un de recherche (SDS), l'autre à visée professionnelle (URBA-GEO), et la seconde, CRES. La distinction dans la spécialité GEOPRAD de ces deux parcours, l'un dit « professionnel » (URBA-GEO) et l'autre dit de « recherche » (SDS) mériterait des réflexions approfondies dans un contexte où sont de plus en plus privilégiés les masters à double finalité (recherche (R) et professionnelle (P)).

La spécialisation sur les deux ans est progressive. Les enseignements sont en cohérence avec les objectifs scientifiques et professionnels.

Positionnement dans l'environnement

La formation est à l'interface de deux champs, l'un principal, *Sciences de l'Homme et de la société* (SHS) et l'autre, secondaire, *Sciences, ingénierie, technologie et environnement* (SITE). L'interdisciplinarité de cette formation justifie ce positionnement. La formation est rattachée depuis janvier 2016 à l'UFR sciences, ce qui donne plus de visibilité à la spécialité CRES qui recrute des étudiants issus des filières scientifiques (biologie, géologie, chimie, écologie, ...), sachant que par ailleurs, des étudiants de sciences humaines (droit, géographie histoire, sociologie, urbanisme, ...) alimentent cette formation.

La formation est intégrée à l'institut méditerranéen du risque, de l'environnement et du développement durable (IMREDD) où s'élaborent des collaborations entre recherche, entreprise et territoire. Elle s'appuie pour la spécialité CRES et le parcours SDS d'URBA-GEO sur l'UMR ESPACE et sur des liens tissés avec un réseau universitaire national (Avignon, Aix-Marseille, Grenoble) et international (école polytechnique de Milan, département architecture et planification (DIAP)).

Les étudiants souhaitant poursuivre leurs études peuvent intégrer l'école doctorale (ED-86) lettres, sciences humaines et sociales (LSH). L'environnement est favorable grâce aux liens avec l'IMREDD qui bénéficie d'une labellisation par l'État au titre de l'opération « Campus prometteur » et avec des partenaires publics et privés (collectivités locales, entreprises de toute taille et bureaux d'études).

Cette formation de création récente (moins de cinq ans) a mis en place depuis 2013, un partenariat fort avec l'IMREDD en y délocalisant une partie de sa formation. Ceci lui permet d'avoir accès à des locaux modernes et à des plateformes technologiques pour l'enseignement, mais aussi de faciliter les relations avec le tissu économique local dans la perspective de montages de projets comme d'obtentions de stages pour les étudiants.

Au niveau local, la formation est très bien positionnée. De nombreux liens ont été tissés avec des collectivités locales, qu'il s'agisse de la spécialité GEOPRAD ou de CRES. Parmi celles-ci, sont signalées : la métropole Nice Côte d'Azur, la communauté d'agglomération de Sophia-Antipolis, le Parc national du Mercantour, la région Provence-Alpes-Côte d'Azur (PACA). L'équipe du master cherche à renforcer les liens avec d'autres formations dispensées dans le grand Sud-Est. Ainsi, les étudiants du parcours recherche de la spécialité GEOPRAD participent à un séminaire d'une semaine mutualisé avec des étudiants de l'université d'Avignon et des pays de Vaucluse et de l'Aix-Marseille Université (AMU), séminaire portant sur des questions épistémologiques.

Si l'offre de masters en environnement est assez importante dans le contexte français, cette formation possède de nombreux atouts lui permettant d'être attractive, mais souffre d'une certaine marginalisation territoriale auquel s'ajoute le coût de la vie dissuadant les étudiants extérieurs de s'installer. L'atout d'une zone frontalière mériterait d'être davantage exploité (on se demande par exemple si des liens avec Gênes seraient envisageables).

Equipe pédagogique

L'équipe pédagogique est diverse et bien équilibrée, et intègre des intervenants (enseignants ou non) extérieurs à l'unité de formation et de recherche (UFR) sciences (enseignants en droit, gestion, médecine) et à l'UNS (centre national de la recherche scientifique, CNRS, centre hospitalier universitaire, CHU, École nationale des Mines) ainsi qu'à des professionnels issus des collectivités locales, de la chambre de commerce et d'industrie de Nice ou des entreprises. Les membres de l'équipe pédagogique sont, pour la partie enseignement et recherche, essentiellement intégrés à l'UMR 7300 ESPACE. Ils sont principalement rattachés à la section 23 (géographie) du Conseil national des universités (CNU). En M1, interviennent 2 professeurs des universités (PR), 11 maîtres de conférences (MCF), 1 attaché temporaire d'enseignement et de recherche (ATER), 2 post-docs et 1 professionnel. Dans le M2 CRES, interviennent 2 PR, 1 chargé de recherche (CR), 5 MCF, 1 directeur de recherche (DR), 1 ingénieur, 1 docteur et 1 professionnel. Dans le M2 GEOPRAD, interviennent 1 PR, 1 CR, 9 MCF, 4 autres enseignants et 14 professionnels se rattachant à des collectivités territoriales ou responsables des SIG.

Le pilotage de la formation est assuré par une responsable de mention, qui est en outre responsable du M2 GEOPRAD et du parcours URBA-GEO. Les responsables de la formation (mention, spécialités et parcours) sont investis dans leurs tâches, bien définies dans le dossier et réparties. La responsable de la mention dispose d'une vision globale sur le champ de la formation. Il est à noter que l'équipe assurant actuellement le pilotage de la formation n'est en place que depuis peu et que celle-ci a connu une assez grande instabilité lors des années récentes. Ainsi, le M2 GEOPRAD a connu trois responsables sur une période de cinq ans précédant la phase d'autoévaluation. L'équipe pédagogique se charge de la cohérence de la formation, en l'adaptant au fil du temps, du recrutement des intervenants professionnels, de la promotion de la formation (salons, site internet, réseaux sociaux), de l'organisation des emplois du temps, du suivi du stage du quatrième semestre (S4) et du suivi de l'insertion professionnelle des étudiants nouvellement diplômés.

Dans le cas de la spécialité GEOPRAD, doit être soulignée la forte complémentarité entre les interventions des universitaires et celles des professionnels dont le niveau requis pour une intervention dans le master est *a minima* celui d'un bac + 5. La spécialité CRES ne laisse pas apparaître le même niveau de participation des intervenants professionnels, la raison de cet écart entre les deux spécialités de master au niveau M2 n'étant pas explicitée.

Il est à noter qu'en raison de l'importance prise par les questions environnementales et de développement durable à l'UNS, les enseignants-chercheurs (EC) de l'équipe pédagogique sont amenés à intervenir dans d'autres formations. Ceci contribue à renforcer l'interdisciplinarité des formations. L'Institut IMREDD contribue au renforcement des synergies entre ces formations.

Le parcours recherche SDS du M2 GEOPRAD se caractérise par une organisation en réseau avec d'autres universités françaises impliquées dans l'UMR 7300 ESPACE (AMU, université d'Avignon et des pays de Vaucluse) avec l'université Grenoble Alpes mais aussi avec l'École Polytechnique de Milan.

Effectifs, insertion professionnelle et poursuite d'études

Le nombre d'inscrits dans la formation oscille entre 22 et 34 en M1 entre 2011 et 2015 et entre 19 et 39 pour le M2 dans le même laps de temps. Le master enregistre une augmentation des candidats demandant à intégrer le M1 comme le M2. Ceci atteste de l'attractivité exercée par cette formation récente et de la visibilité qui commence à être la sienne. Les équipes souhaitent néanmoins limiter à une vingtaine d'étudiants ceux suivant le M1 et à une quinzaine d'étudiants ceux suivant chacune des spécialités de M2, afin d'assurer un encadrement de qualité (voir par exemple les limites imposées par le nombre de postes informatiques), mais aussi de garantir une meilleure insertion professionnelle. Cette formation doit donc être considérée comme fortement sélective pour le passage du M1 au M2. Comme le M2 est divisé en deux spécialités dont l'une est partagée en deux parcours, cela indique pour certaines années un nombre d'étudiants peu élevé par parcours.

Les taux de réussite ne sont pas calculés ni par année, ni par spécialité ou parcours. Si des exemples sont donnés, il n'y a pas de traitement statistique global. Les calculs effectués à partir des tableaux fournis en annexes révèlent un taux moyen de poursuite en M2 de 86 % et un taux de réussite en M2 de 89 % (97 % pour la spécialité CRES et 83 % pour GEOPRAD).

Des enquêtes auxquelles répondent assez fortement les étudiants (le dossier indique 80 % de taux de réponse, mais ces taux paraissent un peu surévalués à la vue des tableaux) sont réalisées afin de saisir leurs situations à la suite des études. Celles-ci révèlent que la moitié des étudiants en sortie de formation sont insérés professionnellement à un niveau correspondant aux attentes dans leur champ disciplinaire et de leur niveau de formation, taux s'élevant à 85 % 18 mois après la fin des études. Les calculs effectués à partir des tableaux fournis en annexe révèlent une insertion professionnelle à six mois de 68 % mais avec une forte disparité entre les deux spécialités : 33 % pour CRES et 83 % pour GEOPRAD. Les débouchés se situent principalement dans les collectivités locales et les bureaux d'études, même si les entreprises constituent une autre source d'insertion. Compte tenu des compétences acquises et du caractère innovant de celles-ci, certains étudiants se lancent d'ailleurs dans des projets de start-up. Chaque année, quelques étudiants (au maximum trois et en moyenne 11 %) décident de poursuivre en thèse, ce qui correspond à un flux satisfaisant compte tenu des difficultés à attirer des étudiants vers la recherche. Ils proviennent davantage de la spécialité GEOPRAD qui dispose d'un parcours recherche.

Place de la recherche

Le master *Géographie* entretient des relations très étroites avec l'UMR 7300 ESPACE. Celle-ci relève de trois tutelles (AMU, université d'Avignon et des pays de Vaucluse et UNS). Il s'agit d'une unité pluridisciplinaire développant une approche d'analyse spatiale et cherchant à décrire par des méthodes mathématiques et statistiques le fonctionnement des espaces, à la fois dans leur situation actuelle, mais également dans leurs possibles situations futures, selon une approche de géoprospective.

Les apports des travaux de recherche conduits dans le cadre de l'UMR 7300 ESPACE sont directement intégrés au contenu des cours du master. Il peut s'agir de modélisation spatiale, de géoprospective, d'adaptation aux changements climatiques, de simulations paysagères en 3D, sur les risques naturels liés au climat. L'unité de lieu entre les locaux de l'UMR 7300 ESPACE et ceux du master permet une circulation plus aisée des informations.

Les liens avec la recherche prennent aussi la forme de stages possibles pour les étudiants, en relation avec les projets de recherche pilotés par des membres de l'UMR. La mise en place de stage-recherche est une initiative positive puisqu'elle permet d'établir des relations entre la formation, la recherche et le monde professionnel. Les étudiants peuvent enfin bénéficier des relations internationales tissées par les EC. Les étudiants peuvent assister à des visioconférences dans lesquelles sont impliqués des partenaires internationaux de l'équipe de recherche. Est ainsi évoqué le diagnostic de résilience urbaine effectué par des chercheurs de Barcelone et la présentation du logiciel HAZUR auquel les étudiants du M2 GEOPRAD ont pu avoir accès. Cependant, tout paraît fonctionner par l'intermédiaire d'un seul laboratoire.

Les séminaires de recherche inter-sites comme les réunions de travail autour des projets de recherche sont par ailleurs accessibles aux étudiants. Il ressort par conséquent que le dynamisme de l'UMR 7300 ESPACE, qu'il s'agisse des projets de recherche en cours comme des réseaux internationaux dans lesquels cette UMR se trouve inscrite, bénéficie pleinement aux étudiants du master (davantage au niveau M2 qu'au niveau M1), même si peuvent apparaître des décalages entre la capacité de réception de ces recherches de pointe par les étudiants des masters professionnels.

Un point n'est pas évoqué dans les documents transmis, celui des interventions de professeurs invités dans le cadre de la formation. Ces éléments constituent fréquemment des apports positifs et se font le plus fréquemment en anglais, ce qui permet aux étudiants de mieux percevoir la dimension internationale et comparative des recherches engagées. Compte tenu de l'importance de l'UMR 7300 ESPACE, il est probable que celle-ci bénéficie de nombreux mois de professeurs invités. Il aurait donc été intéressant de montrer les formes d'implication qui sont mises en œuvre.

Place de la professionnalisation

Les compétences acquises dans le cadre de ce master s'inscrivent dans le champ de l'analyse spatiale (réalisation d'un diagnostic, identification de scénarios à différents niveaux scalaires), de la maîtrise de bases de données géo-référencées et structurées en fonction de besoins spécifiques (SIG intégrant différents types de couches d'informations), mais aussi de divers autres outils métiers (dessin assisté par ordinateur (DAO) / cartographie assistée par ordinateur (CAO), cartographie numérique,...). Ces éléments sont indispensables pour concevoir des outils d'aide à la décision adaptés aux besoins de collectivités territoriales (par exemple dans le cadre d'élaboration de schémas de cohérence territoriale (SCOT), ou de plans locaux d'urbanisme (PLU)). Ceci nécessite la connaissance de règles juridiques (droit de l'aménagement, droit de l'environnement, mais également en droit des entreprises) enseignées dans le cadre du master.

Les compétences de la spécialité GEOPRAD sont clairement présentées dans la fiche du répertoire national des certifications professionnelles (RNCP) et répondent aux objectifs de la formation. Celles présentées pour la spécialité CRES doivent être précisées sur le modèle de la précédente : elles apparaissent trop générales (« gérer les risques naturels liés aux aléas climatiques », « orienter les décideurs », « établir des prévisions météorologiques » etc.) et il serait souhaitable d'en savoir davantage sur le champ de formation couvert par cette spécialité. La spécialité CRES ne signale par ailleurs qu'un seul code ROME : « chargé d'étude en environnement ». Cela pose la question de la pertinence d'individualiser une telle formation.

Les étudiants bénéficient par ailleurs de cours de gestion de projet qui leur seront utiles dans leur future pratique professionnelle. Dans le cadre de la spécialité GEOPRAD, ils bénéficient en outre d'un cours de préparation aux concours de la fonction publique territoriale. Ils peuvent également s'initier au travail en équipe en répondant à un cahier des charges précis provenant d'une commande externe. Cette situation correspond à celles auxquelles ils seront ultérieurement confrontés. La spécialité GEOPRAD a mis en place ce dispositif de formation qui sera intégré dans le courant de l'année 2016-2017 dans la spécialité CRES. Ceci témoigne du transfert d'une spécialité à l'autre des dispositifs pédagogiques perçus, après retour d'expérience, comme les plus adaptés.

Le stage en entreprises (pour les étudiants des spécialités professionnelles) positionné au S4 et équivalant à 20 crédits européens (ECTS) constitue enfin un moyen indispensable de confrontation aux réalités professionnelles.

Il n'apparaît pas dans le dossier que l'alternance soit mise en place dans le cadre de ce master. Qu'il s'agisse de la spécialité GEOPRAD comme de la spécialité CRES, ceci pourrait constituer une piste de réflexion, les besoins étant importants, d'autant que les partenaires potentiellement intéressés semblent déjà identifiés.

Place des projets et des stages

Au niveau du M1, constituant le tronc commun de la formation, sont mis en place des ateliers pratiques (qui pourraient être qualifiés de projets tuteurés). Il s'agit d'étudier des cas pratiques locaux permettant de saisir des problématiques territoriales et d'y répondre en mobilisant des outils de l'analyse spatiale.

Ces ateliers permettent une mise à niveau d'étudiants ayant préalablement suivi des cursus variés. Ces ateliers s'inscrivent généralement dans le cadre de sous-projets de recherche action pilotée par l'UMR 7300 ESPACE. Ceci permet à la fois aux étudiants de s'inscrire dans la dynamique de la formation, de saisir les attentes professionnelles et aux membres de l'équipe de recherche de faire avancer leurs propres projets. Ces ateliers prennent place au S1, pour une durée d'environ deux mois. Ceux-ci débouchent sur des soutenances orales collectives et sur un rapport collectif.

Dans le cadre du M2, apparaissent des différences notables entre les spécialités GEOPRAD et CRES. Aucun projet tuteuré ne figure dans la maquette de la spécialité CRES. Cette situation résulte d'arbitrage effectué en raison du coût du dispositif pour le département de géographie, toutefois un projet interdisciplinaire pratique sera mis en place lors de l'année universitaire 2016-2017. La spécialité GEOPRAD fait quant à elle apparaître des ateliers collectifs, sur une durée de deux mois et demi et correspondant à 10 ECTS. Ces ateliers sont obligatoires pour le parcours URBA-GEO et facultatifs pour le parcours SDS. Ils favorisent le travail d'équipe sur un cahier des charges établi par un organisme externe (collectivité locale, entreprise privée ou publique). Il s'agit de répondre à un cahier des charges provenant d'une collectivité territoriale, d'une entreprise ou d'un service de l'État. Les étudiants travaillent en équipe et doivent soumettre et défendre leurs propres propositions devant un jury constitué de commanditaires. Ceci simule une situation à laquelle ils seront régulièrement confrontés sur le plan professionnel.

Les stages occupent quant à eux une place importante dans la formation : en M1, il y a un stage obligatoire de deux à quatre mois, en entreprise ou en laboratoire (18 ECTS). En M2, la spécialité CRES impose un stage long de quatre mois au minimum (30 ECTS), quand la spécialité GEOPRAD considère qu'il doit être de trois mois au minimum (20 ECTS). Il est à noter qu'il y a incohérence entre la présentation du dossier concernant l'existence d'un stage pour le parcours SDS d'une part, et les fiches RNCP et le supplément au diplôme où il n'apparaît pas d'autre part. Le stage peut se dérouler, selon le parcours, en entreprise ou dans une équipe de recherche. Ces stages sont encadrés par une convention-type de l'université et peuvent, le cas échéant, se dérouler à l'étranger.

Si le bureau d'aide à l'insertion professionnelle (BAIP) est connu, il ne paraît pas répondre aux besoins plus pointus de la formation qui utilise d'autres voies pour la recherche de stages et d'emplois.

Place de l'international

S'agissant de la place des langues, figure une UE (UE 1) de 60 heures au S1 incluant les langues et une UE (UE 7) de 40 heures au semestre 3 (S3), intitulée « Insertion professionnelle, anglais, préparation aux concours de la fonction publique ». Ceci peut paraître insuffisant pour une formation de master, d'autant que la littérature scientifique dans le champ des sciences géographiques est de plus en plus fréquemment en anglais. Il serait aussi envisageable d'inclure un niveau attendu en *test of english for international communication* (TOEIC) à la fin du master, comme cela se fait fréquemment dans des formations de même type. En M1, aucun cours n'est assuré en langue étrangère, deux, assurés par des intervenants étrangers, le sont en anglais en M2. Le niveau de langue demandé aux étudiants devrait impérativement être renforcé pour chacune de ces deux spécialités. Cette faiblesse dans la place laissée aux langues est d'ailleurs signalée dans le dossier.

Les étudiants étrangers forment un contingent important dans la formation : 36 % des effectifs en M1 et 31 % en M2. La grande majorité vient d'Afrique francophone en M1, tandis qu'en M2 s'ajoutent des étudiants européens en provenance d'Italie essentiellement. Il est souligné que la moitié des étudiants inscrits par le canal de Campus France n'ont pas le niveau requis, ce qui augmente le nombre des redoublements, des échecs ou des abandons. Il est curieux qu'aucune proposition ne soit faite pour remédier à cette situation.

Des partenariats ont été établis avec plusieurs universités étrangères : Barcelone (Erasmus), Iasi et Bucarest, et plus récemment avec une université de Naples. Ces relations apparaissent plus fortes dans le cadre de la spécialité GEOPRAD que dans celui de la spécialité CRES. Il semblerait nécessaire de les renforcer pour cette dernière, en s'appuyant sur le modèle de la spécialité GEOPRAD.

S'agissant des interventions de collègues étrangers, celles-ci existent avec des chercheurs du DIAP (Université de Cagliari) et de la HES du Valais (Suisse), dans le cadre de la spécialité GEOPRAD (cours de simulation paysagère en 3D par exemple). Ceci résulte des liens établis dans le cadre de l'UMR 7300 ESPACE.

Recrutement, passerelles et dispositifs d'aide à la réussite

Le recrutement des étudiants est diversifié : 50 % sont issus de la licence *Géographie et aménagement* de l'UNS ; 10 % de géographes d'autres universités et 40 % pour le reste qui est composé pour une part d'étudiants venant d'autres filières et d'étudiants venant de l'étranger toutes directions confondues. Pour ces 40 % est posé le problème de la mise à niveau. L'importance numérique de ce groupe semble générer le risque d'une formation à deux vitesses : c'est un point auquel doit veiller l'équipe pédagogique. Le recrutement par la voie de la formation continue n'est pas évoqué.

À côté du parcours le plus fréquent (étudiants provenant de la licence *Géographie et aménagement* de l'UNS qui intègre des cours de géoprospective territoriale, de pollution atmosphérique, d'études d'impact environnemental, ...) candidatent à l'entrée en M1 des étudiants provenant d'autres formations. Ils peuvent être acceptés dans la formation à la condition que leur projet soit cohérent. Il en résulte une grande diversité dans le profil des étudiants du M1 qui, rappelons-le est mutualisé entre les deux spécialités de M2 (une promotion de M1 se situe entre une trentaine et une quarantaine d'étudiants, sans être contingentée). Ceci conduit donc à la mise en place d'UE permettant la maîtrise des concepts et des outils qui feront par la suite l'objet d'approfondissements (voir le rôle des ateliers pratiques évoqués précédemment).

Comme dans la plupart des masters français, une sélection est ensuite pratiquée avant l'entrée en M2, les étudiants pouvant indifféremment postuler à un M2 GEOPRAD ou à un M2 CRES (certains coefficients des UE du M1 diffèrent très légèrement en fonction du M2 visé par les étudiants). L'entrée en M2 fait donc l'objet d'une sélection valable pour ceux qui ont obtenu le M1 comme pour les nouveaux entrants. Pour ces derniers, les critères de sélection sont mentionnés (qualité académique, projet, motivation). Il y a un dossier de candidature, un entretien. Ce travail semble effectué par une commission d'équivalence et de validation « propre à la mention » sans que sa composition ne soit précisée. Il n'est pas dit si son travail est établi en conformité avec des modalités acceptées par l'université via la Commission de la formation et de la vie universitaire (CFVU).

Un cours de mise à niveau figure dans la maquette au S3 dans la spécialité CRES, mais n'est pas activé pour des raisons de coûts, alors qu'il est proposé et effectivement mis en place pour la spécialité GEOPRAD. Compte tenu du nombre d'étudiants maximum acceptés dans chacune des spécialités (une vingtaine), certains étudiants ayant validé le M1 ne peuvent intégrer le M2. Il serait intéressant sur ce point de connaître le devenir de ces étudiants.

Il est possible pour des personnes en activité professionnelle de faire valider leurs acquis au titre de la validation des acquis de l'expérience (VAE) afin d'obtenir tout ou partie du diplôme, ou encore de passer par la validation des acquis professionnels (VAP) afin d'intégrer la formation. Ceci s'inscrit dans des projets de reprise d'études, généralement au titre de la formation continue. Il est signalé que ces étudiants éprouvent parfois des difficultés à s'adapter au niveau de la formation. Toutefois les demandes de VAE sont rares : aucune demande pour la spécialité CRES ; une ou deux demandes chaque année pour la spécialité GEOPRAD. Le jury est composé de cinq personnes (deux professionnels et trois EC) et bénéficie de la plateforme UnicePro dédiée à l'insertion professionnelle et mise en place par l'UNS.

Compte tenu de la sélection opérée à l'entrée du M2 et de la qualité de l'encadrement, les échecs en M2 sont rares. Il est à noter que la compensation entre les S3 (cours) et S4 (stage) ayant fonctionné pendant un temps a été supprimée des modalités de contrôle des connaissances afin d'empêcher que le master ne puisse être obtenu avec des notes inférieures à 10 pour sa partie cours.

Modalités d'enseignement et place du numérique

La formation, qu'il s'agisse du M1 ou du M2, alterne les périodes d'enseignement en présentiel (de septembre à février) auxquelles succèdent des périodes de stages (de février à août, voire septembre). Compte tenu de la densité de contenu à transmettre, la charge horaire lors des semaines d'enseignement est élevée. Les modalités d'enseignement sont variées : cours magistraux (CM), travaux dirigés (TD), mais également travail en équipe. En raison de la nécessité de maîtriser de nombreux logiciels indispensables sur le plan professionnel (ArcGis en SIG, Idrisi en télédétection, Nética, MicroMorph, ...), une grande partie de la formation est assurée dans des salles informatiques (30 % en M1, 60 % en M2).

Afin de diffuser leurs supports de cours et d'assurer le suivi des étudiants, les enseignants utilisent la plateforme numérique « Jalon Pédagogie ». De nombreux cours sont par ailleurs accessibles en ligne par l'intermédiaire de l'université ouverte des humanités (UOH). Ceci permet à la fois l'approfondissement des cours pour les étudiants en formation continue et l'accès à ceux-ci pour les étudiants en contrôle terminal.

Evaluation des étudiants

Selon les consignes de la CFVU, la règle du contrôle continu intégral (CCI) s'impose pour ce master *Géographie*, à l'exception des étudiants ne pouvant suivre l'intégralité des cours (raisons professionnelles, de santé, ...). Les modes d'évaluation sont indiqués par les enseignants responsables de chacun des cours et sont variables (dossier, examen à la suite du cours, oral, devoir maison, travaux collectifs, fiches de lecture, exposés, etc.). Les dossiers sont toutefois considérés comme correspondant davantage à une formation de ce niveau.

Les UE acquises sont capitalisables et la compensation est possible au sein des UE, mais pas entre les semestres, dans le cas des spécialités GEOPRAD et CRES du M2 (cette décision a été prise par l'équipe pédagogique lors de l'année universitaire 2013-2014) afin d'améliorer la qualité du diplôme.

La modularisation des enseignements de la spécialité GEOPRAD rend possible l'acquisition de ceux-ci dans le cadre du droit individuel à la formation.

La constitution et les modalités de réunion des jurys d'examen sont conformes à ce qui est attendu, toutefois leurs rôles devraient être explicités selon les niveaux et les spécialités.

Suivi de l'acquisition de compétences

Les compétences que la formation permet d'acquérir sont explicites et précisées sur la fiche RNCP, y compris les compétences transversales. Il n'existe pas de « portefeuille des compétences », mais un « livret de l'étudiant » accessible sur le site du département de géographie ce qui est un point positif. Le dossier affirme que « les compétences acquises figurent dans l'annexe descriptive au diplôme ». En réalité, cette annexe présente le programme et ses exigences. Les compétences sont sur la fiche RNCP. Une vision claire de la formation se dégage dans le supplément au diplôme, mais il serait préférable de faire une fiche par spécialité.

Suivi des diplômés

Le suivi des diplômés ne fonctionne pas de façon efficace (suivi par courriels déficient en raison des changements d'adresses des étudiants) et n'est pas systématisé. Il n'est pas fait référence à l'observatoire de la vie étudiante (OVE). Toutefois, des adaptations ont été engagées pour l'améliorer en utilisant les réseaux sociaux (LinkedIn, Facebook, ...). Compte tenu de la professionnalisation de la formation, ceci peut être considéré comme un manque. En effet, les anciens facilitent l'obtention de stages pour les étudiants des nouvelles promotions, ils peuvent également intervenir dans la formation (prise en charge de cours ou intervention dans des ateliers). Compte tenu de la qualité des formations, de leur intérêt pour les collectivités territoriales et pour les entreprises, mais également du rôle joué par l'IMREDD, il semble que le renforcement du réseau des anciens pourrait constituer un atout supplémentaire à valoriser.

Conseil de perfectionnement et procédures d'autoévaluation

Un Conseil de perfectionnement a été mis en place en janvier, il est constitué de membres dont la liste est fournie. Ce Conseil concerne la totalité du master *Géographie*. Les EC y occupent huit places, les professionnels quatre places, les anciens étudiants quatre places et les délégués des étudiants en cours de formation cinq places (une pour le M1, une pour le M2 CRES, une pour la parcours URBA-GEO de la spécialité GEOPRAD, une pour le parcours SDS de la spécialité GEOPRAD et également une pour la licence professionnelle *Aménagement du territoire, développement, urbanisme*). Ses missions visent à assurer la cohérence de la formation, à améliorer les réseaux de contacts, à promouvoir et développer les contrats d'apprentissage et de professionnalisation ainsi que la formation continue, à contribuer à l'autoévaluation de la formation. Son rôle, détaillé dans le dossier, est donc conforme à ce que l'on peut attendre d'un tel Conseil. Compte tenu de la date de mise en place de ce Conseil de perfectionnement, il n'est pas envisageable d'établir un bilan de son action. Il faut toutefois saluer la pertinence de cet outil et des missions qui lui ont été confiées, même si l'on est en droit de s'interroger sur la pertinence de constituer un Conseil de perfectionnement concernant tout à la fois des formations au niveau bac + 5 et d'autres au niveau bac + 3. Actuellement, les évaluations systématiques et standardisées des enseignements n'existent pas en M1, par contre les étudiants évaluent leurs enseignements à la fin du S3. Une fiche d'évaluation des stages destinée aux encadrants et aux étudiants a été mise en place en 2016 pour la spécialité GEOPRAD. Il serait probablement pertinent que cette expérience profite aussi à la spécialité CRES.

Conclusion de l'évaluation

Points forts :

- La formation de bon niveau en lien avec les milieux professionnels (stages).
- La bonne insertion professionnelle des diplômés de la spécialité GEOPRAD, montrant que la spécialité répond à une véritable demande.
- La place de la recherche résultant de l'implication des EC de l'UMR 7300 ESPACE et des liens tissés dans ce cadre avec des partenaires étrangers.

Points faibles :

- L'insertion professionnelle insuffisante des diplômés de la spécialité CRES.
- La place insuffisante des langues dans la formation.
- L'insuffisance du dispositif de suivi des diplômés.

Avis global et recommandations :

Il s'agit au final d'un master de grande qualité, disposant d'un important potentiel de développement et répondant à des besoins de société clairement identifiés.

Compte tenu des difficultés perceptibles de financement (coût des cours en langues, coût de la remise à niveau, coût de modernisation du matériel informatique), il semble indispensable de développer les ressources propres du master (développement de l'alternance, de la formation continue, mise en place de diplôme universitaire (DU) s'appuyant sur la modularisation). Un tel dispositif nécessiterait des adaptations de la formation (jours spécifiquement dédiés à l'entreprise), mais renforcerait la professionnalisation des étudiants et apporterait des ressources propres à la formation.

Il serait possible d'envisager la validation de DU s'appuyant sur l'acquisition d'une partie de ces modules. Ceci pourrait s'inscrire dans le cadre d'une politique visant le renforcement de la formation continue.

Il faut faire attention à ce que les deux spécialités (qui deviendront des parcours) disposent bien des mêmes moyens d'amélioration.

La place des langues dans la formation doit être renforcée, de même que les mobilités internationales.

La disparition des spécialités et leur remplacement par des parcours devrait permettre de simplifier la structure : il paraîtrait logique de ne conserver que deux parcours correspondant aux anciennes spécialités.

On se demande s'il ne conviendrait pas d'ouvrir l'éventail pour permettre aux étudiants d'être au contact avec des recherches menées dans les domaines connexes (sciences « dures » touchant à l'environnement et à la santé, à l'informatique et à la modélisation ...).

Les fiches RNCP des deux spécialités ne font pas état de façon cohérente des ECTS, quand elles le font : il est nécessaire de les mettre en accord avec la présentation faite dans le supplément au diplôme qui est plus claire.

Observations de l'établissement

**OBSERVATIONS DE PORTEE GENERALE
SUR LE RAPPORT D'EVALUATION HCERES**

Master Géographie

Ref : C2018-EV-0060931E-DEF-MA180014646-019265-RT

Nice, le 17/04/2017

Chers experts, chers collègues,

Nous remercions les évaluateurs de notre dossier pour ce retour complet et explicite sur notre formation. Dans plusieurs parties du rapport des précisions nous sont demandées, nous allons donc répondre point par point à ces interrogations et également formuler des remarques afin d'éclaircir certains aspects.

- Concernant l'insertion professionnelle et le suivi des diplômés

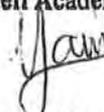
L'ensemble des remarques positionnées dans le paragraphe concernant la professionnalisation correspondent à ce que notre établissement a établi comme cibles à atteindre pour les formations de master ou a proposé comme dispositifs permettant de le faire. Le suivi entre M1 et M2 sera plus facile puisque les formations de M sont des formations intégrées de deux années dorénavant.

OVE et DEVE vont poursuivre leur travail d'accompagnement en fournissant aux équipes les indicateurs nécessaires au suivi du devenir de leurs étudiants. Ces équipes sont ensuite en charge d'en faire l'analyse et surtout de déterminer et de mettre en œuvre des actions correctrices ne cas de détection d'une dérive par rapport aux cibles inscrites dans le contrat d'engagement défini par l'équipe en début de contrat.

- concernant la place des langues dans la formation de M

L'établissement a souhaité une politique volontariste et a piloté la formation en langues sur les deux premières années de Licence sur la base de FAD et des centres de ressources en langues du centre commun en langues de l'UNS. Pour la suite, les moyens humains notamment sont dans les composantes qui définiront leur propre politique dans ce domaine. L'établissement aura des exigences en termes d'internationalisation en M et l'apprentissage des LVE est un élément socle à mettre en œuvre.

Pour le Président de l'Université
Nice-Sophia Antipolis et par délégation,
**La Présidente de la Commission de la
Formation et de la Vie Universitaire
du Conseil Académique**



Sophie RAISIN